L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 11 NOVEMBRE 1875. 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN 11 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par R. M. & B. J. Montgomery au No 100 de la rue du Canal, entre Camp et St. Charles, marchandises sèches étrangères et américaines.

Par S. Guinault, au coin des rues Chartres et Toulouse,—un lot de meubles.

Par Hoffman, Marks & Cie, au magasin de J. Tarcotte, 158 rue du Canal—tout le stock de marchandises sèches de choix; et à leur salle d'encan No 31 de la rue des Magasins—habillements fashionables, chapeaux, etc.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan—bottes, souliers et brodequins.

$200,000 de marchandises sèches à l'encan.—Ce soir commencera, à 7 heures, au magasin de Mr J. Tarcotte, rue du Canal 158, pour cause de liquidation, une grande vente de marchandises sèches à l'encan, par le ministère de MM. Hoffman, Marks & Cie. Le stock est immense et vaut, dit-on, plus de $200,000. Une annonce, insérée plus loin, contient une liste de ces marchandises. Nous y renvoyons les dames. Pour activer la liquidation, Mr Tarcotte fera ses ventes habituelles de détail pendant le jour jusqu'à cinq heures du soir et à sept heures commencera la criée. Il en sera ainsi tous les jours jusqu'à ce que le stock soit écoulé. Voyez l'annonce.

SPECTACLES.

Jeudi, 11 Novembre 1875.

VARIÉTÉS.—Mme l'Archiduc.
ST-CHARLES.—Ben McCullough.
ACADEMIE.—Jim Bludso.

La question des Ecoles Publiques.

Lorsque, récemment, la nomination d'un professeur de couleur à l'école supérieure des garçons de la rue Bourgogne, vint raviver la question irritante du mélange des races dans les écoles publiques, nous fûmes d'avis qu'il n'y avait pas lieu d'appeler un meeting populaire, ni de créer une nouvelle agitation à ce sujet. Demander à des fonctionnaires usurpateurs ou à un Bureau de directeurs, créé contrairement à toute légalité et à toute règle de justice, le redressement de tels ou tels griefs particuliers, c'était s'exposer à ajouter à ces griefs l'humiliation d'un refus de la part de gens qui devaient tirer avantage de ce qu'on voulait bien reconnaître leur autorité, pour persister dans l'abus qu'ils en font.

C'est ce qui n'a pas manqué d'arriver. Les directeurs contre lesquels les plaintes étaient surtout dirigées, se sont bien gardés de se retirer et MM. Shaw et Billings qui ont donné leur démission étaient précisément ceux qui désapprouvaient les manières de faire de la majorité. En effrant les deux places vacantes à des patoyens respectables, Mr. Brown, le surintendant, savait bien que ceux-ci refuseraient et il a joué là une pitoyable comédie.

On a donc fait fausse route en demandant aux autorités qui ont le contrôle des écoles de se réformer elles-mêmes et on s'est exposé de gaieté de cœur à un échec. Mieux eût valu, certainement, patienter un an de plus et pas réussscitter mal à propos cette question des écoles alors qu'il était à peu près certain qu'on ne pourrait obtenir une juste solution.

C'est le système tout entier qui est illégal, vicieux et mauvais; c'est donc au système qu'il faudra s'attaquer lorsque le moment sera venu de le faire avec succès. Mais nous doutons qu'il soit politique de soulever la question dans la prochaine législature, car ce serait ajouter aux difficultés qu'auront à surmonter les conservateurs pour obtenir des lois garantissant la loyauté de l'enregistrement et la liberté et la sincérité des élections et, en même temps, quelques mesures pour la diminution immédiate des impôts. Il faut renvoyer à une autre législature, autrement composée, le soin de refaire la législation relative à l'éducation publique.

Mais, d'ici à ce que nous ayons un nouveau gouvernement apte à réaliser cette réforme, en sait-il que nous devions nous contenter à payer au bureau d'écoles, composé comme il l'est, une somme annuelle de quatre cent mille piastres, pour la taxe municipale, sans parler des deux cent mille piastres fournis à l'Etat, sous prétexte aussi d'éducation publique. Ce n'est pas notre avis. Il y a là une véritable spoliation. La loi ne peut contraindre une population à faire une gratuité de pareille importance, sans accorder au moins à cette population le droit de contrôler, par elle-même ou par ses représentants, l'emploi des fonds dont on l'oblige à faire cadeau au budget de l'éducation publique.

La taxe municipale d'école, telle qu'elle existe aujourd'hui, est clairement inconstitutionnelle et nous ne doutons pas qu'elle ne soit déclarée telle par les cours des Etats-Unis. La question peut être portée devant la Cour de Circuit au nom de tout contribuable étranger ou non résident et nous croyons que le moment est venu de recourir à ce moyen.

Parmi les résolutions qui ont été adoptées au meeting de la place Lafayette, le 20 septembre dernier, nous trouvons celle qui suit :

4° Que si nous ne parvenons point, par les moyens actuels, à régler la question des écoles, nous déclarons que nous demanderons aux tribunaux des Etats-Unis de se prononcer sur la validité de la taxe, que nous savons déjà être injuste, oppressive et qui—nous avons de bonnes raisons de le croire—est inconstitutionnelle.

Le comité, nommé par le meeting, doit être actuellement bien convaincu qu'il n'y a rien à espérer de MM. Brown, Boothby et de leurs créatures du Bureau des Ecoles. Il y a donc lieu de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la résolution que nous venons de reproduire. Nous appelons sur ce sujet l'attention du comité et, si le comité néglige d'agir, nous engageons l'Union, des propriétaires à prendre l'affaire en main.

La chose en vaut la peine, car la taxe métropolitaine et la taxe du parc sont inconstitutionnelles, au même titre que la taxe d'école. Ces trois taxes réunies forment un total de plus d'un million de dollars.

S'il est possible d'obtenir, soit par voie de mandamus, soit par voie d'injonction, soit par toute autre forme de procédure, un ordre de cour qui interdise au Conseil municipal de lever ces trois taxes, la ville se trouvera allégée, pour 1876, d'une très lourde charge, et elle sera débarrassée de la police métropolitaine et de l'organisation actuelle des écoles. Il sera facile de remplacer la police métropolitaine par des gardes de nuit particuliers payés par les habitants et de substituer à l'organisation actuelle des écoles, une nouvelle organisation dont les dépenses seront couvertes par des souscriptions volontaires et par les contributions des familles qui y enverront leurs enfants.

En coupant les vivres à la police métropolitaine on supprimerait une organisation assez peu utile à la communauté, mais qui constitue la principale force du parti radical, et en désorganisant les écoles, telles qu'elles sont constituées actuellement, on détruirait, dans sa racine, un mal social dont les conséquences sont incalculables.

L'éducation publique mal dirigée est plus dangereuse qu'utile et nous aimerions mieux voir les écoles gratuites fermées pendant un an, à la Nouvelle Orléans, que de les voir rester sous le contrôle des politiciens noirs et blancs qui sont à la tête de l'organisation actuelle.

Ne tardez pas à acheter
Ne tardez pas à acheter
Des billets pour le tirage d'or
Des billets pour le tirage d'or
Qui a lieu le 27 décembre
Qui a lieu le 27 décembre
A l'Académie de Musique
A l'Académie de Musique
$500,000 en or distribués en lots
$500,000 en or distribués en lots.

JOS. B. HUBBARD.—Il faut y aller pour y croire, et franchement nous n'y croirons pas avant de nous être rendus nous-même au coin des rues Remparts et Perdido. Il y a là des meubles de toute beauté qui se vendent à des prix d'une surprenante modicité. C'est que M. Jos. B. Hubbard veut se retirer des affaires, qu'il liquide, et qu'il a hâte d'écouler son stock.

LE PLAN DES BONS A PRIME.—Nous recevons au sujet de l'attitude prise par l'*Abeille* sur le plan de conversion des dettes de la ville en Bons à prime, une communication que nous insérons volontiers, mais en faisant remarquer que nos objections n'ont jamais porté sur le mode proposé mais sur son application à toutes les dettes bonnes ou mauvaises, légales ou illégales. L'auteur du communiqué dit que c'est une affaire à juger par les tribunaux, mais il nous semble que l'administration actuelle a le devoir de faire elle-même la distinction et de se refuser à reconnaître les dettes illégales jusqu'à ce qu'elle soit forcée de les admettre par décision judiciaire finale. Ce que nous lui reprochons c'est d'offrir aux créances frauduleuses un moyen de se transformer en créances reconnues et d'obtenir de nouveaux titres. Le communiqué ne répond pas à nos objections si souvent répétées sur ce point.

(*Communiqué.*)

Messieurs les éditeurs de l'*Abeille*,

Votre article de samedi dernier intitulé : "Un peu de lumière dans le chaos" est de tous ceux publiés jusqu'à ce jour par votre journal, le seul qui soit encore entré dans le vif de la question, et c'est avec satisfaction que nous vous voyons commencer à rendre justice au "Premium Bonds Plan" c'est le résultat auquel nous espérions vous voir arriver par la pente loyale et droite de votre jugement habituel, et si nous nous empressons de le constater, c'est parce que l'*Abeille* qui est si habituellement l'organe de nos plaintes légitimes, avait jusqu'à ce jour témoigné contre ce mode de liquidation de toutes nos dettes, une défiance que nous ne comprenions pas très bien malgré l'habileté de forme dans laquelle ces objections étaient généralement présentées.

Maintenant que toutes les garanties possibles ont été données au public pour prévenir tout doute dans le succès de la mise en pratique du plan—il est bon, croyons-nous, que toute opposition inopportune cesse pour faire place à un concours loyal qui permette de généraliser au profit des esprits timides tous les avantages que ce système combat.

Nous sommes en présence de deux ennemis, en apparence irréconciliables—les propriétaires d'un côté, c'est-à-dire les payeurs de taxes, et les porteurs de bons de ville—ou en d'autres termes débiteurs et créanciers, et, quelle qu'ait été la valeur des arguments employés jusqu'ici pour réduire le nombre de ces derniers ou la légitimité de leurs droits, on nous accordera qu'on n'a pu, jusqu'à ce jour, faire comprendre à un seul qu'il eut à se défaire d'aucun de ses titres—il ne s'agit donc pas de savoir si ces titres ont été légitimement acquis, il s'agit de savoir s'ils ont été légalement émis. Cette question est du ressort des tribunaux et nous n'y pouvons rien. En attendant cette solution, devons-nous rester les bras croisés? Que doivent faire les administrateurs qui, sous la pression de l'opinion publique et sous celle de leur propre conscience, doivent appliquer un remède?

Les créanciers veulent être payés, et c'est leur droit; les débiteurs disent ne pas le pouvoir. Ceci est admis, les administrateurs, intermédiaires dans cette circonstance des uns et des autres, adoptent un moyen qui concilie le but à atteindre, en même temps qu'il permet d'arriver, c'est un essai loyal, c'est une tentative honnête dont nul ne conteste le désintéressement. Et en présence des difficultés qu'il y avait à vaincre et de celles qui restent encore à surmonter—il est bon, et c'est notre conviction bien intime, d'apporter notre concours moral à une œuvre si bien intentionnée dans le but, si honorable dans sa forme.

Que la ville collecte le strict nécessaire et laisse venir les événements voilà ce que prêchent certains propriétaires mystérieux qui ne peuvent voir qu'un ne peut séparer la question de la collecte de celle de la taxe, et qu'il est impossible que la ville puisse rester dans la loi et hors de la loi en même temps.

Si nous voulons rester dans l'ornière, il faut admettre que nous devons accepter en même temps le cortège habituel des maux dont nous nous plaignons. Taxes pour intérêts échus et échoir, taxes pour ceci, taxes pour cela, etc. C'est à dire la même kyrielle de sacrifices effrayants dont nous nous lassons d'accuser l'auteur. Ventes, saisies, frais, ruine et misère—désolations partout et pour tous.

Nos administrateurs actuels ont réduit déjà les dépenses de la ville, nous voulons la prendre à chaque réunion du Conseil, qu'ils s'ingénient à les réduire au minimum, et qu'ils sont de bonne foi dans leurs efforts.

Le moyen actuel d'éteindre la dette nous offre la perspective assurée d'une réduction immédiate dans les taxes—le remède venant au moment où nous succombons sous la charge, et croyez-vous qu'il soit sage dans nos derniers efforts et nos dernières ressources d'essayer d'entraver un mouvement qui déjà, les preuves en sont sous nos yeux, nous promet un soulagement si peu de temps toute la valeur d'un fait accompli.

Nous espérons donc messieurs les Editeurs de l'*Abeille*, vous voir soutenir dans l'avenir la cause des "*Premium Bonds Plan*" et lui accorder l'appui, toujours si précieux de votre honnêteté et courageux concours. L'un des plus estimés parmi ceux-là a publié ces jours-ci un article remarquable sur le rôle que l'*opinion publique* était appelée à jouer maintenant et plus que jamais comme guide et point d'appui pour retrouver notre route au milieu de l'affreux chaos dans lequel nous pataugeons. C'est en nous plaçant au même point de vue que nous nous sommes senti encouragé à vous écrire ce qui précède en vous priant de l'accueillir avec le même esprit qui l'a guidé, celui du bien public.

UN ABONNÉ.

PENNSYLVANIE.—Une dépêche, adressée de Washington, au "Courrier Journal" de Louisville, à la date du 7 novembre dit que d'après des nouvelles dignes de foi reçues de la Pennsylvanie, le résultat de l'élection dans ce dernier Etat n'est pas dû entièrement à la fraude, car grâce à l'habileté et au zèle des chefs démocrates de Philadelphie, les majorités ordinaires des soteries ont été réduites à bien peu de chose. Quelques années, beaucoup perfectionné sa manière, et les portraits dus à son pinceau ont un véritable mérite indépendamment de la ressemblance qui est toujours frappante.

—Nous lisons dans le *Courrier* de San-Francisco, du 29 octobre :

Alfred A. Macé, l'avocat français, bien connu de nos compatriotes, est mort subitement à la suite d'une hémorrhagie des poumons. Le défunt était âgé de 42 ans. Venu en Californie en 1849, il comptait parmi les pionniers de ce pays.

Un de nos compatriotes nommé André Lemaître, arrivé récemment de la Nouvelle-Orléans, s'est suicidé samedi soir à son domicile en se tirant un coup de pistolet dans la tête. Il a laissé une lettre adressée à son beau-frère, André Dufour, dans laquelle il le prie de prendre la somme de 45 dollars qu'il trouverait dans sa malle, afin de le faire enterrer décemment. Le défunt était célibataire et âgé de 24 ans. On prétend qu'il possédait une certaine fortune consistant en propriétés à la Nouvelle-Orléans, mais que dans ces derniers temps son esprit était dérangé.

LE THÉATRE ET LA PRESSE.—Nous trouvons dans les journaux de Paris le récit suivant qui console de la conduite de certains journaux à l'égard des artistes.

Le Paris littéraire a été agréablement mis en émoi par un petit incident qui fait honneur à un de nos confrères. Il s'agit d'un cadeau naïvement envoyé par la nouvelle *dame aux camélias* (Mlle Tallandier), au critique du *Temps* (M. Francisque Sarcey), et vertueusement retourné par le critique à l'artiste, avec une lettre dont on devine le contenu.

Le critique avait parlé avec quelque sympathie de l'artiste. Celle-ci, en manière de remerciement et sans s'apercevoir que sa politesse ressemblait fort à une offense, ne s'avise-t-elle pas d'envoyer à l'écrivain une magnifique bague!

Ce récit, n'est-ce pas, vous semble la chose du monde la plus naturelle?

Merci. Cette impression est le plus honorable certificat que vous puissiez décerner spontanément à la presse contemporaine.

GRANDE VENTE DE COUPONS.—La maison M. L. Byrne & Cie., rue du Canal 163, annonce qu'elle fera demain, vendredi, une grande vente de coupons de toute espèce d'étoffes et qu'elle les cédera à moitié prix et au-dessous et même en certains cas au prix qui sera offert par l'acheteur. C'est là une offre de libéralité qui mérite d'être signalée et recommandée.

Quelque chose valant la peine d'être gagné
C'est le gros lot
Dans le tirage d'or
De la Loterie de la Louisiane
A l'Académie de Musique
Exactement au jour indiqué
Le 27 décembre.—Ajournement impossible
Chances, 5 à 1
Montant des lots, $500,000
Le tout payé en OR.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—*Madame l'Archiduc* est une pièce qui a fait fureur devant le public des bouffes et qui devrait certainement attirer ici, si les circonstances étaient meilleures, des chambrées pleines pendant quinze jours, car l'ouvrage est monté avec une riche mise en scène et les rôles sont bien remplis. Mlle Geoffroy a joué et chanté le rôle de Marietta avec un entrain, une verve, un diable au corps étourdissants. Elle a dit avec une gaîté et une finesse charmantes les couplets du premier acte qui se terminent par le refrain :

"Un petit bonhomme pas plus haut que ça."

Mais il nous faudrait tout citer et c'est elle qui tient presque toujours la scène.

De Quercy et Duplan, le premier dans le rôle de Giletti, le second dans celui de l'archiduc, ont été très amusants, pleins de gaieté et de naturel. Mlle Duparc fait un gentil officier et Mlle Nardyun et M. Roger ont très bien tenu les rôles du comte et de la comtesse.

Nous engageons ceux qui veulent passer une soirée amusante à aller entendre ce soir *Madame l'Archiduc*. Demain on donnera la première représentation de *La jolie parfumeuse*, musique d'Offenbach.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Pas de chance, Mr. Bernac!

Qui ne se souvient de Mr. Bernac, le fameux Bernac, le défenseur attiré, le champion des animaux opprimés!

Mr. Bernac, qui s'appelle Auguste, et avec raison, était puissant, il y a dix-huit mois. Il était alors le grand Manitou des épaves de la ville, et—on tirait son profit; une loi de la législature, pseudo et panachée, de 1873, lui accordait des pouvoirs illimités en ce qui a trait aux relations sociales entre hommes et bêtes : en un mot, son autorité était suprême.

Sous le régime de Mr Bernac, le malheureux qui tuait un mousique était immédiatement traîné devant une cour de justice pour crime de *mouslipuecide*; les cuisinières, qui ont pour habitude de faire danser l'anse du panier, le comédiraient comme leur bête noire; car si, par malheur, elles tenaient, en revenant du marché, un pauvre poulet par les pattes, avec la tête en bas, elles étaient punies de ce manque de procédé à l'égard de la volaille et appréhendées au corps; les restaurateurs n'osaient plus exposer des tortues de mer, en les comptant sur le dos pour en faire une enseigne vivante; et avant de vous servir une bisque d'écrevisses les maîtres-queux attendaient que les écrevisses moururssent de mort naturelle.

Enfin, si grande était la terreur qu'inspirait le seul nom de Bernac, que les charretiers eux-mêmes ne pouvant plus se servir du fouet pour hâter le pas nonchalant des coursiers aux longues oreilles, en étaient arrivés, — oh merveille, — à employer un langage choisi et des termes polis, pour persuader à leur attelage de ne pas s'arrêter à chaque porte et de vouloir bien se laisser conduire.

Eh bien, Mr Bernac a fait son temps; on n'a pas su l'apprécier; les méchants, qui sont nombreux on ce très bas monde, se sont soulevés contre lui—et un juge, sans entrailles, siégeant à la Cour Criminelle, a déclaré que l'acte législatif, qui faisait de Mr Bernac le vengeur des animaux et le tyran des hommes, était parfaitement inconstitutionnel.

Mr Bernac est tombé du haut de sa grandeur; et dès lors, les choses ont repris leur train-train habituel. Les cuisinières ont recommencé à maltraiter les poulets; les restaurateurs ne se sont plus so ciés de s'éclésir si les tortues étaient incommodées du mal de mer, en restant sur le dos; les carrefours queux ont eu la cruauté de faire bouillir les écrevisses vivantes avant de servir des bisques ou des hors-d'œuvres à leurs pratiques; les charretiers sont redevenus des charretiers. Enfin, le monde est resté ce qu'il était auparavant; c'est à dire, pervers et égoïste.

Mais la grandeur de Mr Bernac ne devait pas se laisser abattre par un premier échec.

C'est un grand cœur que ce Mr Bernac, et ce n'est aussi une volonté. Après dix-huit mois de silence et de mortification, qu'il a employés à essayer de fonder une institution de charité, une sorte de maison de refuge, pour les chiens errants, les chats délaissés, les chevaux estropiés et les vieux coqs, vétérans du *Cock pit*, il a appris avec la plus légitime indignation qu'un banquier, qui se fait appeler Buffalo Bill, faisait battre des chiens dans son cirque de la rue des Remparts, pour l'amusement des baladuds.

C'était comme la dernière goutte qui fait déborder le vase, et Mr Bernac n'a pu renfermer plus long-temps dans son sein la colère qui l'étouffait.

Il a fait explosion!

Mais, voyez comme les nobles et courageux efforts d'un homme de bien sont peu secondés :—Mr Bernac a demandé au colonel Loan de lui laisser avoir un détachement de police pour faire fermer l'établissement de Buffalo Bill, et il a été encore refusé; il s'est adressé, en dernière instance, à la Cour Suprême, afin d'obtenir un mandat péremptoire, pour contraindre la Cour Supérieure de District, à lancer une injonction pour contraindre le colonel Loan à lui laisser avoir un détachement de police, pour faire fermer l'établissement de Buffalo Bill, et il a été encore refusé; il s'est adressé, en dernière instance, à la Cour Suprême, afin d'obtenir un mandat péremptoire, pour contraindre la Cour Supérieure de District, à lancer une injonction pour contraindre le colonel Loan à lui laisser avoir un détachement de police, pour faire fermer l'établissement de Buffalo Bill, et..... il n'a pas encore été refusé, mais il le sera.

Mr Auguste Bernac est bien malheureux!!!

Tableau de famille.

Toutes les personnes qui ont passé depuis quelques jours rue Royale, ont pu admirer à l'entrée du magasin de Mr L. Uter, un charmant tableau de famille représentant les quatre enfants de l'un de nos concitoyens, deux jeunes garçons et deux petites filles. La composition du groupe, le dessin, le coloris, l'harmonie des nuances font honneur au talent du peintre qui est Mr. J. Genin. Cet artiste a depuis quelques années, beaucoup perfectionné sa manière, et les portraits dus à son pinceau ont un véritable mérite indépendamment de la ressemblance qui est toujours frappante.

Incendie dans le troisième district.

Un feu allumé par un incendiaire a été découvert, à deux heures, avant-hier soir, dans la maison inhabitée sise au coin des rues Courtés et Peters, dans le troisième district, la propriété de Mr. Latoville. La bâtisse a été consumée et les pertes sont évaluées à $3,000.

Il nous a été impossible de savoir s'il y avait ou non une assurance.

Les flammes ont gagné rapidement la maison voisine, appartenant à Mr Louis Boucher et occupée par Mme Parker. Cette fois les dégats ont été moins considérables.

La propriété est assurée dans la compagnie des Pompiers, mais nous ignorons pour quel montant. Il y a une assurance de $250 dans la même compagnie sur les meubles de Mme Parker.

L'alarme a été donnée au moyen de la boîte portant le numéro 613, placée à l'angle des rues Dauphine et Independance.

Autre petit incendie.

Hier après midi, vers une heure et demie, le feu prenait au toit d'une vieille maisure else rue Prieur, entre l'avenue Carondelet et la rue St-Pierre.

On a essayé de donner l'alarme au moyen de la boîte No 256, placée à la case à pompe de la compagnie No 21, mais l'appareil ne fonctionnait plus.

On n'avait pas besoin des pompiers, heureusement, car le feu a été éteint par le propriétaire même de la bâtisse.

Notre reporter n'a pu apprendre son nom.

Fausse alarme d'incendie.

Mr. Peter Riddell, trompé par la fumée qui s'échappait de la cheminée de la maison d'école Mallard, sise rue Carondelet, entre Jackson et Philippe, a donné une fausse alarme d'incendie, hier matin vers huit heures, au moyen de la boîte No 21 placée au coin des rues St-Charles et Prieure.

Blessé en allant au feu.

En courant au feu, d'hier matin, on ce que l'on supposait être un feu, le fameux Bob, le cheval favori de la pompe No 20 est tombé en tournant l'angle des rues Enterpe et Carondelet et a eu la jambe droite de devant fracturée au-dessous du genou.

C'est une perte pour la compagnie No 20.

Tout ce qui brille n'est pas or.

Un homme de couleur, convenablement mis, est entré, hier matin, dans un magasin, au coin des rues Commune et Franklin, en disant qu'il avait besoin de changer pour payer quelqu'un qui l'attendait au dehors, et offrant pour dix-neuf piastres en monnaie fractionnelle une pièce d'or de vingt piastres.

Le propriétaire du magasin tenté par les fauves reflets de la pièce qui lui était présentée, allongeait déjà la main pour la prendre et conclure le marché, lorsqu'un officier de police a fait brusquement acte d'apparition, comme le *deus ex machina*, et a appris à l'honnête boutiquier qu'il était sur le point de se faire duper par un voleur notoire connu sous le nom d'Albert.

On comprend que la pièce était fausse. Albert réfléchit en ce moment dans une étroite cellule du poste de police du 1er precinct, à ce précepte si sage :—tout ce qui brille n'est pas or.

Chanteuses arrêtées pour abus de confiance.

Deux actrices du théâtre du Globe, nommées Blanche Revere et Kitty Lavardo, ont été arrêtées hier matin, à la requête de J. P. Becker, un ex-recorder dans le régime de Warmoth, qui tient actuellement un café-concert rue Royale.

Becker les accuse d'abus de confiance, et leur réclame à chacune $59 pour leurs frais de route de New-York ici.

Mlles Revere et Lavardo déclarent qu'elles ont été engagées à New-York par Becker pour chanter dans des concerts, et que découvrant à leur arrivée à la Nouvelle-Orléans, qu'il s'agissait d'un café-concert, elles n'ont plus voulu et ont obtenu un engagement au théâtre du Globe. Elles ont été mises en liberté sous caution.

Pending Board.

Le Bureau de Conversion s'est réuni hier matin à onze heures et demie, à la maison d'Etat.

Présents, le gouverneur Kellogg, l'auditeur Clinton, le trésorier Dubuclet, le secrétaire d'Etat Deslondes, Messieurs Phelps et Baldwin.

Absents, le lieutenant-gouverneur Antoine et Mr Estiletto, orateur de la Chambre des Représentants.

Le comité chargé de s'occuper de la question de bons avec des coupons détachés, a présenté le rapport suivant, qui a été adopté :

Honorable W. P. Kellogg, président du Bureau de Conversion.

Le comité auquel a été référée la question de convertir des Bons avec les coupons détachés, recommande l'adoption des réglements suivants :

1.—Les nouveaux Bons devront être émis à chaque séance régulière du Bureau de conversion.

2.—Les coupons des nouveaux Bons, qui correspondent avec les coupons des anciens Bons, seront détachés et les coupons des anciens Bons seront annulés.

3.—Les coupons détachés des nouveaux Bons seront inscrits dans les régistres du Bureau de conversion avec le numéro du coupon, et le numéro de la série des anciens Bons dont ils représentent les coupons correspondants.

4—Les dits nouveaux coupons seront marqués et l'on écrira sur le revers le numéro de la série des anciens bons qui auront été convertis. Ils seront ensuite déposés dans le bureau de l'auditeur des comptes.

JOHN PHELPS,
E. M. DUBUCLET,
A. BALDWIN.

Les bons dont la liste suit ont été convertis en bons de la nouvelle émission.

EDM. J. FORSTALL'S SONS.

57 bons et coupons, act. 115 de 1857, levée 6 pour cent..... $57,050
30 bons, levée 8 pour cent, act. 32 de 1870..... 19,500
$77,160

WM. S. NICOLSON.

11 bons levée 6 pour cent, avec coupons divers..... $11,250 00
6 warrants et certificate..... 6,252 05

JOHN B. MANNING.

2 bons levée 6 pour cent avec coupons..... $1,010 00

KERSBERG, SCHAFER & CO.

3 bons levée 8 pour cent avec coupons..... $1,063 33
5 bons 6 pour cent levée avec coupons..... 5,050 00

JAS. CHALARON.

2 bons Act. 231 de 1855, avec coupons..... $2,070 00
7 bons de Secours de l'Etat du Trésor, avec coupons..... 3,605 00

TEMPERATURE.— 10 Novembre 1875
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	57	14
12 M.	61	16
3 P. M.	59	15
6 P. M.	59	15

UNE STATUE A LAMARTINE.—La presse parisienne prend l'initiative d'une souscription pour élever un monument à Lamartine sur la place de l'Hôtel-de-Ville. C'est sur cette place, on se le rappelle qu'en réponse à ceux qui voulaient imposer au gouvernement provisoire le drapeau rouge, Lamartine dit d'une voix vibrante :

Citoyens! pour mn part, je n'adopterai jamais le drapeau rouge. L'Europe ne connaît que le drapeau de la République et de l'empire. En voyant le drapeau rouge, elle ne croira voir que le drapeau d'un parti. Le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec la République; avec l'empire, avec nos blessés et nos gloires; le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans le sang du peuple.

Ces paroles furent couvertes d'applaudissements, et dans la même journée on put voir les Parisiens arborer spontanément à leur boutonnière les trois couleurs nationales.

LE CÉSARISME EN BAVIÈRE.—Nous traduisons, d'après la *Gazette d'Augsbourg*, le texte, résumé dans une dépêche publiée hier, de la lettre que le roi de Bavière vient d'écrire à ses ministres :

Le ministère, tenant compte d'une adresse votée contre la minorité très considérable de la Chambre des députés, m'a prié d'accepter sa démission. En me basant sur le droit, qui m'appartient, de choisir librement les conseillers de la couronne, je ne vois pas de motif suffisant pour changer le ministère qui a existé jusqu'ici. Au milieu de la lutte orageuse des partis, je suis convaincu que ce ministère, dans son action et dans ses résolutions, a été constamment en vue le bien général du pays, et qu'il a défendu par les voies légales les droits de l'Etat.

Puisque le ministère actuel, soutenu par ma confiance royale, réussira à ramener la paix intérieure, qui est la condition du développement de la prospérité publique, et à faire que la convenance mutuelle trouve, pour le salut de mon cher pays bavarois, un appui solide chez tous les hommes modérés. J'invite le ministère à publier cette déclaration.

Lunderhof, le 19 octobre 1875.

LOUIS.

L'agence Havas nous communique les dépêches suivantes :

Munich, 21 octobre.

Séance de la Chambre des députés.—Le président donne lecture d'une lettre du roi qui lui a été envoyée par le grand maître des cérémonies et qui est ainsi conçue :

"Je n'ai pas l'intention d'accepter l'adresse de la Chambre des députés, et je suis, du reste, vivement étonné d'un langage tenu au cours de la discussion de cette adresse par plusieurs orateurs. Veuillez le faire savoir au bureau de la Chambre.

"LOUIS.

MOYEN DE PRÉVOIR LE TEMPS.—Nous lisons dans l'*Observateur* de Pointe à la Hache :

Dans une saison de travail comme celle que nous traversons, nos habitants seront peut-être heureux de connaître une recette en usage chez nos ancêtres, et qui fut expérimentée d'après nos souvenirs d'enfance, toujours avec succès.

En prenant votre café le matin, vous pouvez connaître le temps pour les vingt-quatre heures suivantes.

Ayant soin de ne pas tremper votre croûtes dans le fond, mettez la quantité de sucre qui convient à votre goût et vous considérez attentivement les gaz qui montent à la surface du café. Si ces gaz se réunissent ensemble et se joignent au centre du liquide formant une seule écume, le temps sera certainement *beau fixe* pendant 24 heures. Si cette écume ne se forme que partiellement et avec irrégularité le temps sera incertain, *variable*.

Si les gaz se dispersent immédiatement sur les parois de la tasse, le temps sera certainement mauvais.

Comme vous voyez, l'essai est facile et peu conteux!

—Nous extrayons d'un journal anglais, le *Weekly Gazette*, de Whitby, un curieux récit qui concerne le maréchal et la maréchale de Mahon :

"Dans le milieu de l'hiver de l'année 1838, un incendie éclata dans un couvent de demoiselles, à Limoges, et prit subitement une telle extension que l'on craignait pour la vie des pensionnaires.

"Tout à coup, on s'aperçut qu'une petite fille avait été oubliée dans sa chambre.

"Comme les spectateurs anxieux commençaient déjà à prier pour la malheureuse enfant, une grande jeune fille à belle chevelure en désordre et qui flottait sur sa robe de nuit, traversa la foule en s'écriant :

"Je veux la sauver!

"Ce cri fut entendu de la foule, malgré le craquement des poutres enflammées et de la maçonnerie s'effondrant au moment où la brave jeune fille se précipitait vers la porte de sortie.

"Un bruyant hourra prolongé et répété encore par l'écho, attira l'attention des spectateurs, lorsque l'on vit la jeune fille pâle traverser les flammes, tenant l'enfant terrifié.

"Quelques jours après, le roi Louis-Philippe envoya à l'héroïne la médaille d'or pour sa bravoure, et un capitaine de l'armée française, qui avait été témoin du courage de la jeune fille, demanda plus tard à lui être présenté.

"Le capitaine est actuellement président de la république française et la brave demoiselle est devenue Mme la duchesse de Mac-Mahon."

—Les journaux catholiques allemands ont fait le compte des amendes et jours de prison auxquels ont été condamnés les prêtres catholiques romains en Prusse.

Le total se monte à 1,500,000 pour les amendes, et à 50,000 jours de prison.

Pas d'ajournement possible
La Loterie de la Louisiane
Procédera le 27 décembre
Au grand tirage de ses lots en or.
Ne perdez pas de temps pour acheter
Vos billets
La fortune vous sourira peut être
Vous pourrez tirer le lot de $100,000
Rappelez-vous qu'il y a 3880 lots
Un Demi-million en or
Avec une chance sur six
Avec une chance sur six.

AGENTS DE L'ABEILLE.

M. JUST COMES, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.
M. PH. MACHET, Marchand, à Bâton-Rouge, pour les paroisses de Ouest et Est-Bâton-Rouge, Ouest et Est Feliciana.
WILLIAM GIRARD, à Waterloo, paroisse de la Pointe-Coupée.
J. LANDREAU, Maître-de-Poste à Hermitage, pour la paroisse de la Pointe-Coupée.
H. DUPUY, Maître-de-poste à Marksville, paroisse des Avoyelles.
A. MARIDAT, à la Nouvelle-Iberia.
M. EMONET, à Léonville, paroisse St-Landry.
M. L. DUPLEIX à Natchitoches.
M. WM. L. ROCHE, député Maître-de-Poste Plaquemines, paroisse Iberville.
C. ROBERT, Franklin, paroisse St-Marie.
P. DAMARE, St-Martinville.
VALERY THIBODEAU, Pont-Breau.
A. DUBIO, Arnaudville.
M. PINTENTIN, Grand-Coteau.
ADRIEN GONSOULIN, Fausse-Pointe.
F. F. BÉREAU, à la Fausse-Christiane.
A. NEVEU, Vermillionville.
LAURENT CHÉRI, Plaquemines, (Iberville).
A. ROYER, Morseauville, (Avoyelles).
R. RIGULFI, Houma (Terrebonne).
SELVAIN LEHMAN, Maître-de-Poste à Johnville (Texas).
WM. HUDSON, à Jeanerette, paroisse Ste-Marie.
EDGARD DELERY, Bals St-Louis, (Miss).

45

Trainer Persistance.—Le faible et l'invalide ne jouit pas de la vie, mais il traîne l'existence comme on dit vulgairement. Impropre aux vocations actives de la vie et incapable d'en partager les plaisirs qui nécessitent de la santé; n'ayant aucun goût pour les relations sociales et en proie à la mélancolie, l'homme valétudinaire est un objet de pitié. Cependant il n'y a rien en tout cela qui ne puisse être guéri par ce tonique alterant Les "Hostetter's Stomach Bitters" qui procure des forces, ramène le système nerveux et vient à bout de ces irrégularités contre lesquelles les offices ouvrent ouvrir le bons et l'intérêt. Il devra aussi être indiqué, dans les cas de dyspepsie, les maladies du foie, et particulièrement dans le cas de constipation, qui, dans ces sortes de convenables, dégénèrent souvent en choléra.

Dans toutes les affections pulmonaires qui tendent à la consomption, il a prévenu cet horrible fléau; toutes les fois qu'on a eu recours à lui. Outre la certitude de guérison qu'il offre, il connaît, ce remède vraiment extraordinaire a, sur la plupart des composités de même genre, l'avantage important que son goût agréable fait qu'il peut être administré aux enfants avec la moindre difficulté et n'exige aucune diète particulière. C'est aussi le plus économique, non seulement parce que la bouteille contient plus de sirop qu'aucune autre, mais encore parce que, grâce à ses compositions toutes spéciales, il exerce un pouvoir, durant des années, sans fermentation, et les familles peuvent s'en servir quand elles en ont besoin et non pas seulement quand elles peuvent se le suisissent ensemble et se joignent au centre du liquide formant une seule écume, le temps sera certainement *beau fixe* pendant 24 heures. Si cette écume ne se forme que partiellement et avec irrégularité le temps sera incertain, *variable*.

Si les gaz se dispersent immédiatement sur les parois de la tasse, le temps sera certainement mauvais.

Comme vous voyez, l'essai est facile et peu conteux!

—Nous extrayons d'un journal anglais, la *Weekly Gazette*, de Whitby, un curieux récit qui concerne le maréchal et la maréchale de Mahon :

"Dans le milieu de l'hiver de l'année 1838, un incendie éclata dans un couvent de demoiselles